

# La crise, la dette et l'austérité...

Jean-Marie Harribey

2012

<http://harribey.u-bordeaux4.fr>

<http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey>

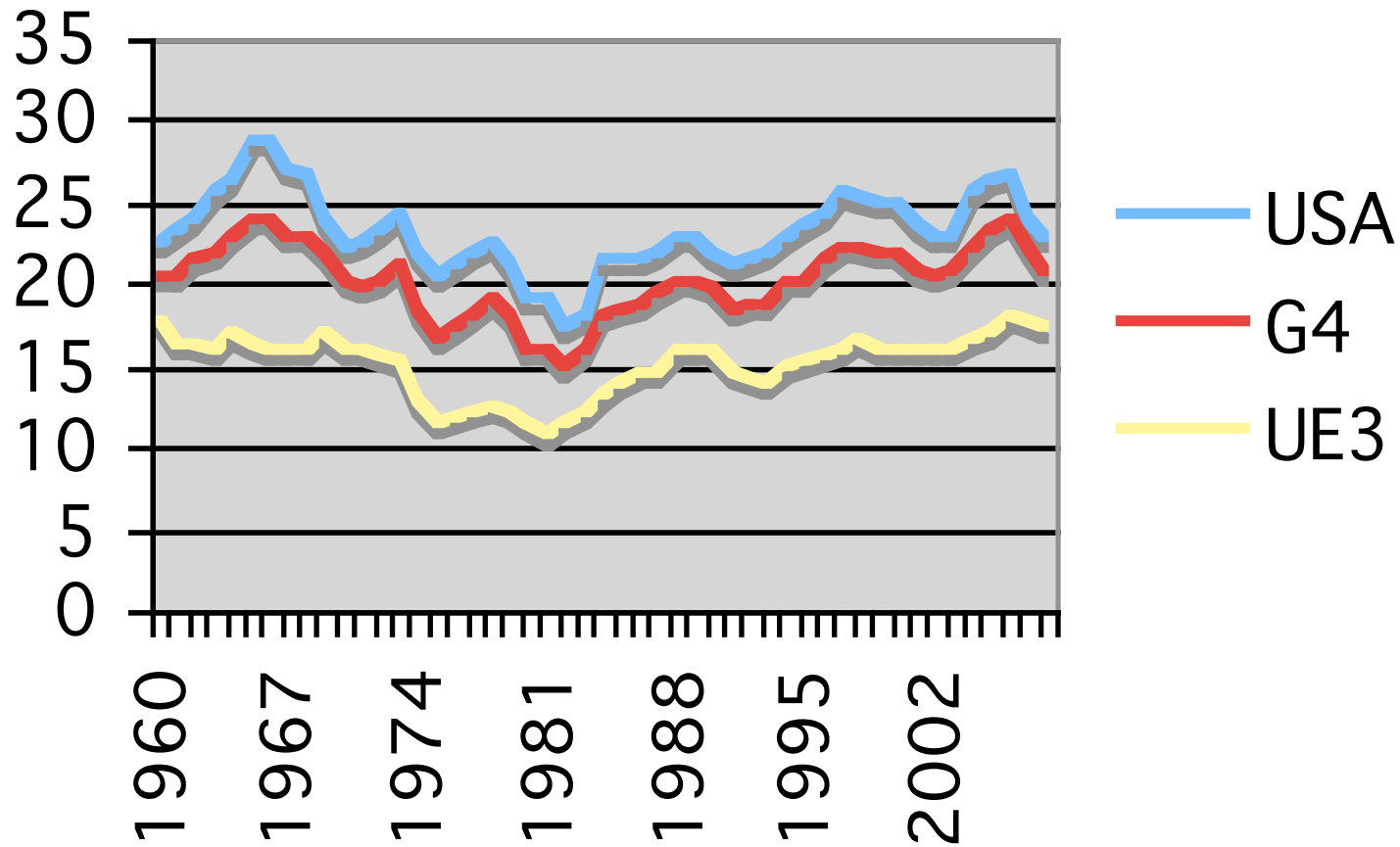
# 1. Le contexte : crise du capitalisme

AGENCE DE NOTATION ATTRIBUANT UNE NOTE



# Le taux de profit 1960-2008 (%)

USA, G4 (USA, F, A, RU), UE3 (F, A, RU)



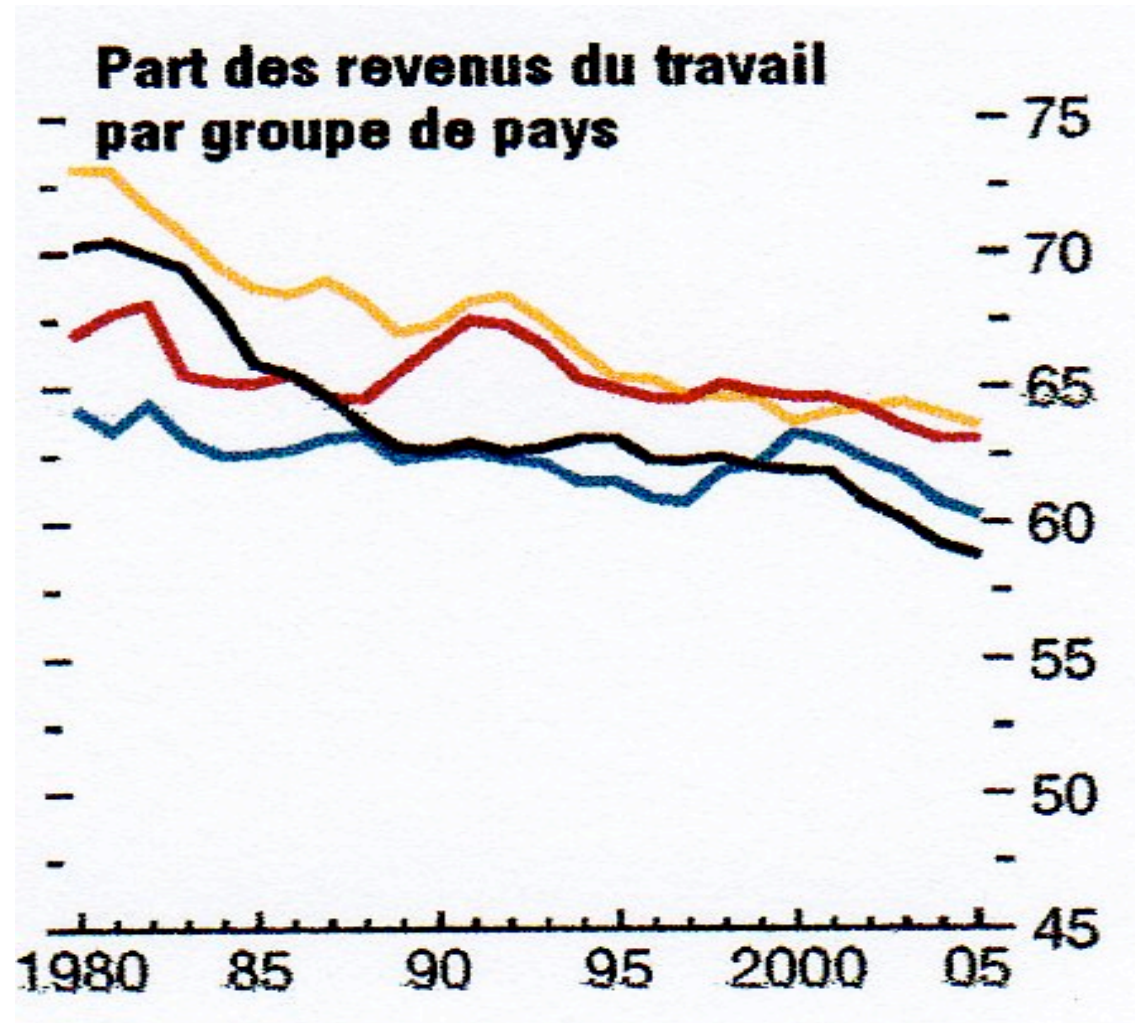


# La réaction des classes dominantes

- Libéralisation du mouvements des capitaux
  - Déréglementations
  - Privatisations
- Transformations de la gestion de la force de travail
  - Évolution des salaires < celle de la productivité
  - Régression de la protection sociale
  - Chômage élevé
  - Précarité croissante
- Conséquences :
  - Relèvement du taux de profit à partir des années 1980
  - Accélération de la financiarisation

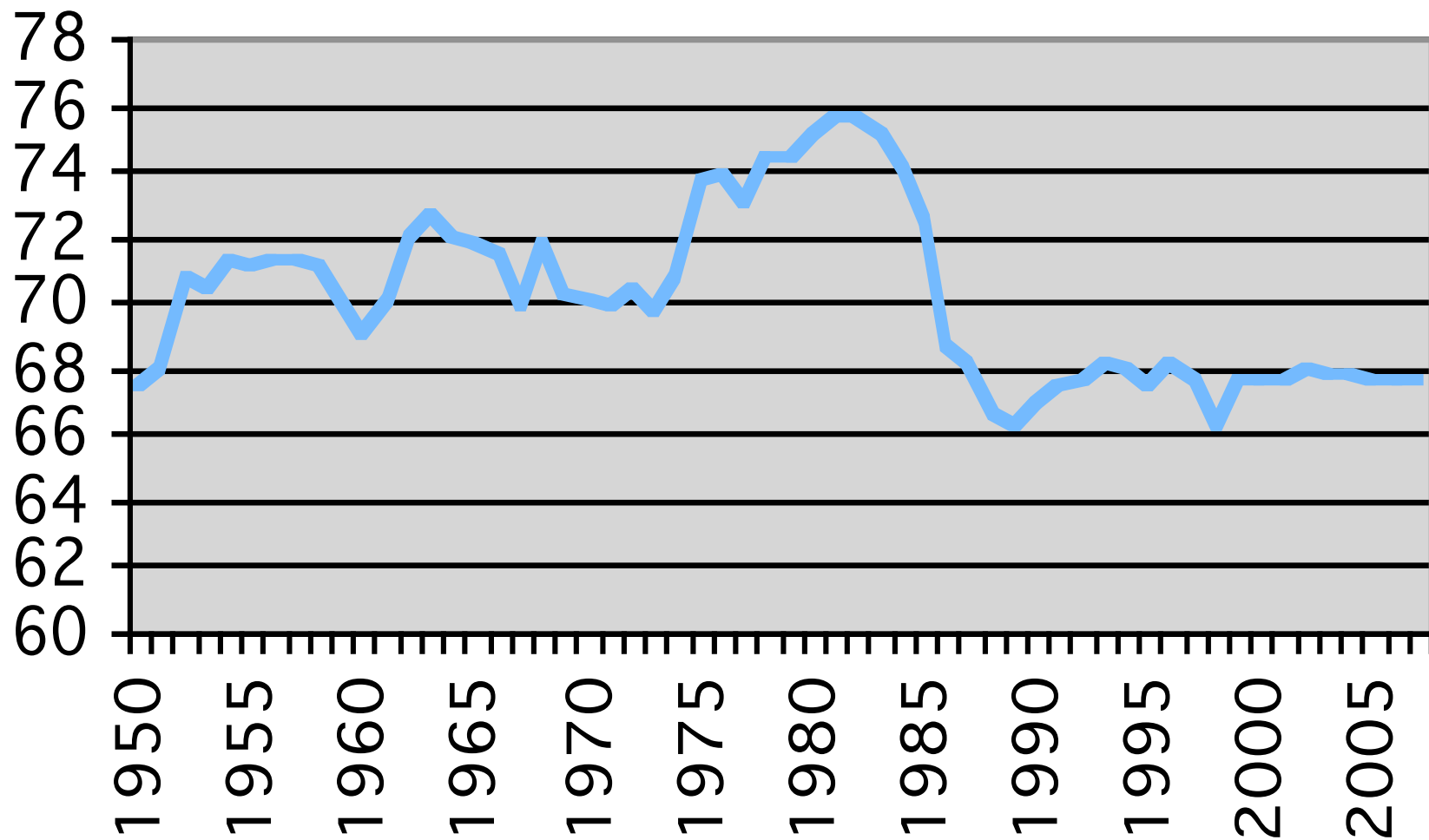
Source : FMI, Rapport 2007

Europe Japon Etats-Unis Autres pays anglo-saxons (en % du PIB)



# Part des salaires dans la VAB des SNF en France

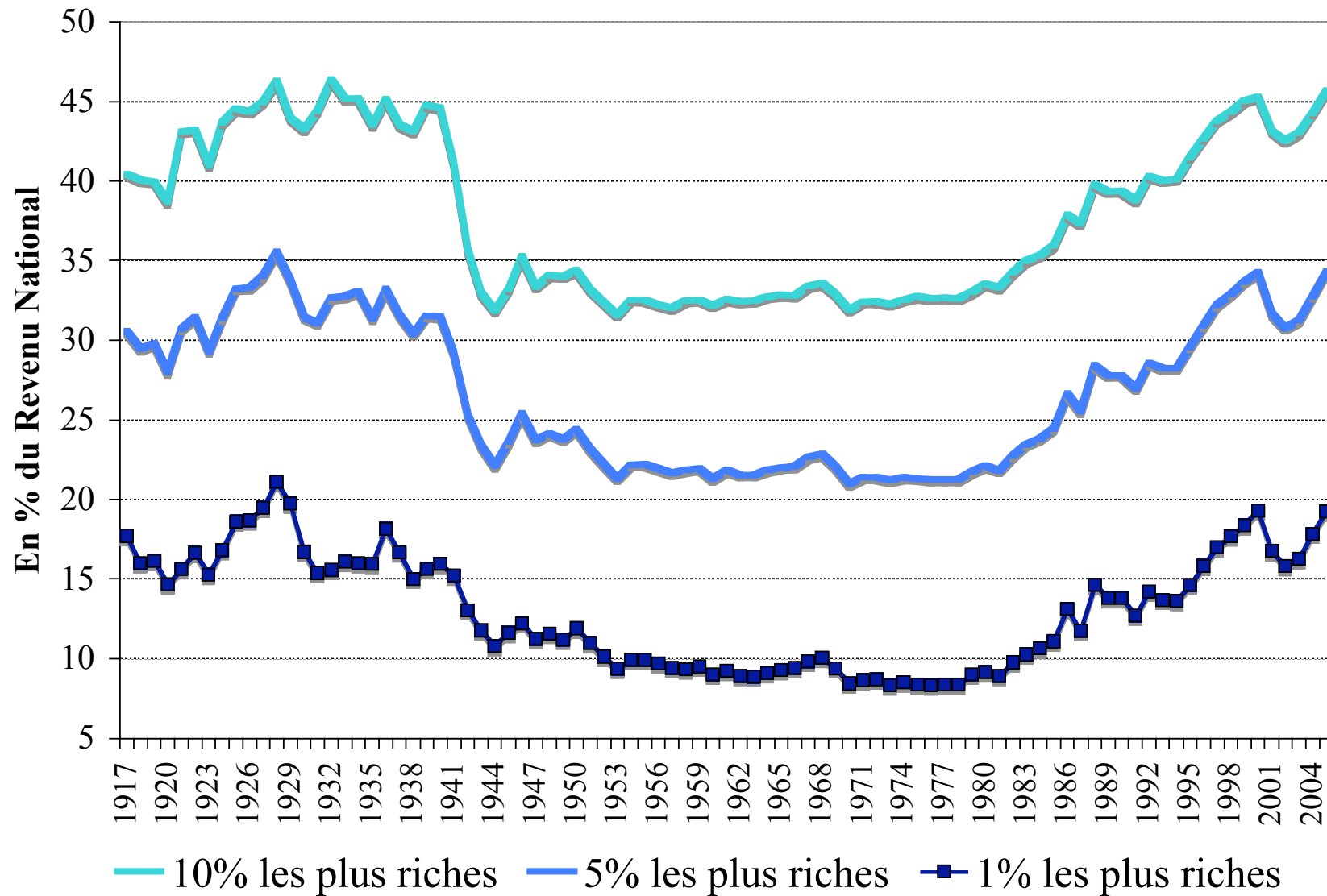
## Rapport Cotis (INSEE, 2009)



# Augmentation des inégalités aux USA

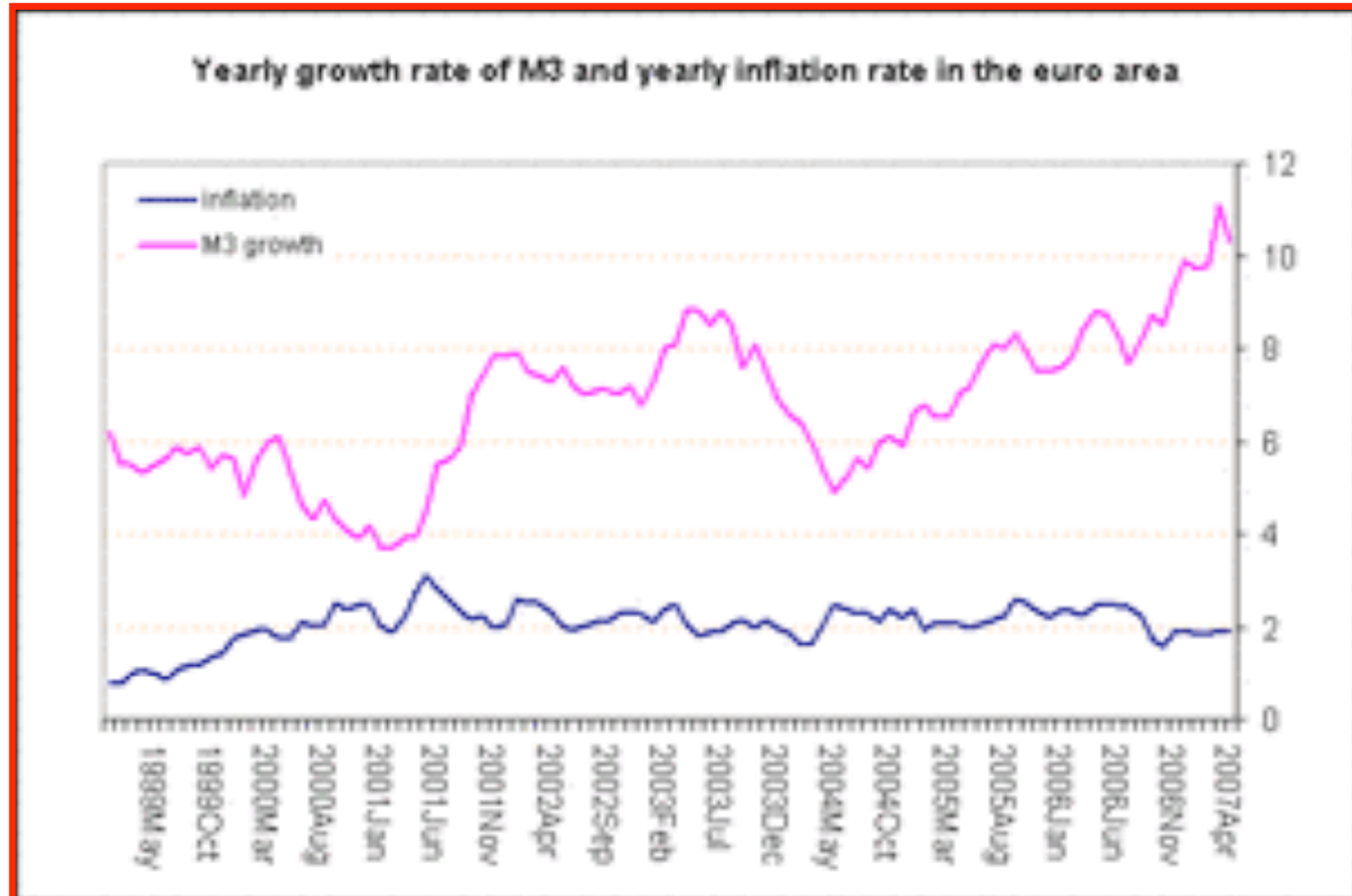
Source : T. Piketty and E. Saez, "Income Inequality in the United States", *Quarterly Journal of Economics*, February ,2003.

## Répartition du Revenu



# Croissance de la masse monétaire et taux d'inflation dans la zone euro

Source : BCE

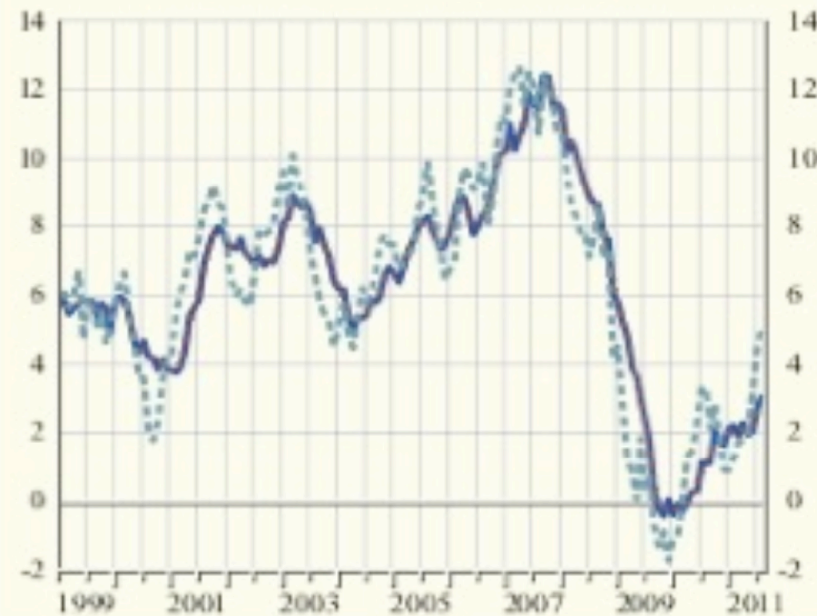


Source : ECB, *Monthly Bulletin*, november 2011, p. 15,  
<http://www.ecb.int/pub/pdf/mobu/mb201111en.pdf>

Chart 7 M3 growth

(percentage changes; adjusted for seasonal and calendar effects)

- M3 (annual growth rate)
- ..... M3 (three-month centred moving average of the annual growth rate)
- M3 (six-month annualised growth rate)

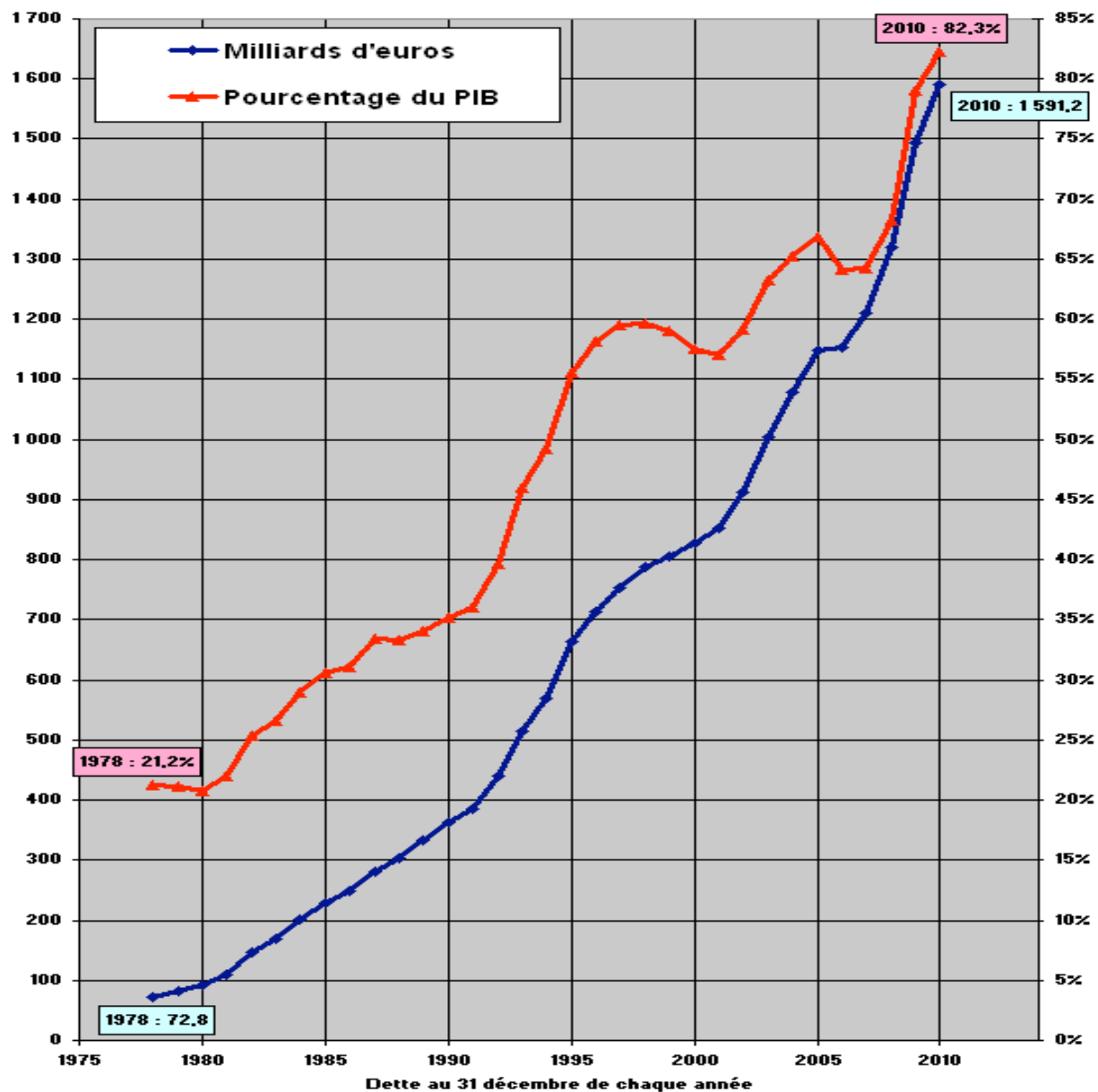


Source: ECB.

# Une crise inédite à partir de 2007

- La détérioration de la condition salariale ne peut être compensée durablement par l'emballement du crédit : surproduction
- Crise des subprimes aux USA, puis crise bancaire et financière
- Injections massives de liquidités par les banques centrales et les États
- Cela ne suffit pas pour arrêter la crise qui touche le système productif : récession aggravée par les plans d'austérité

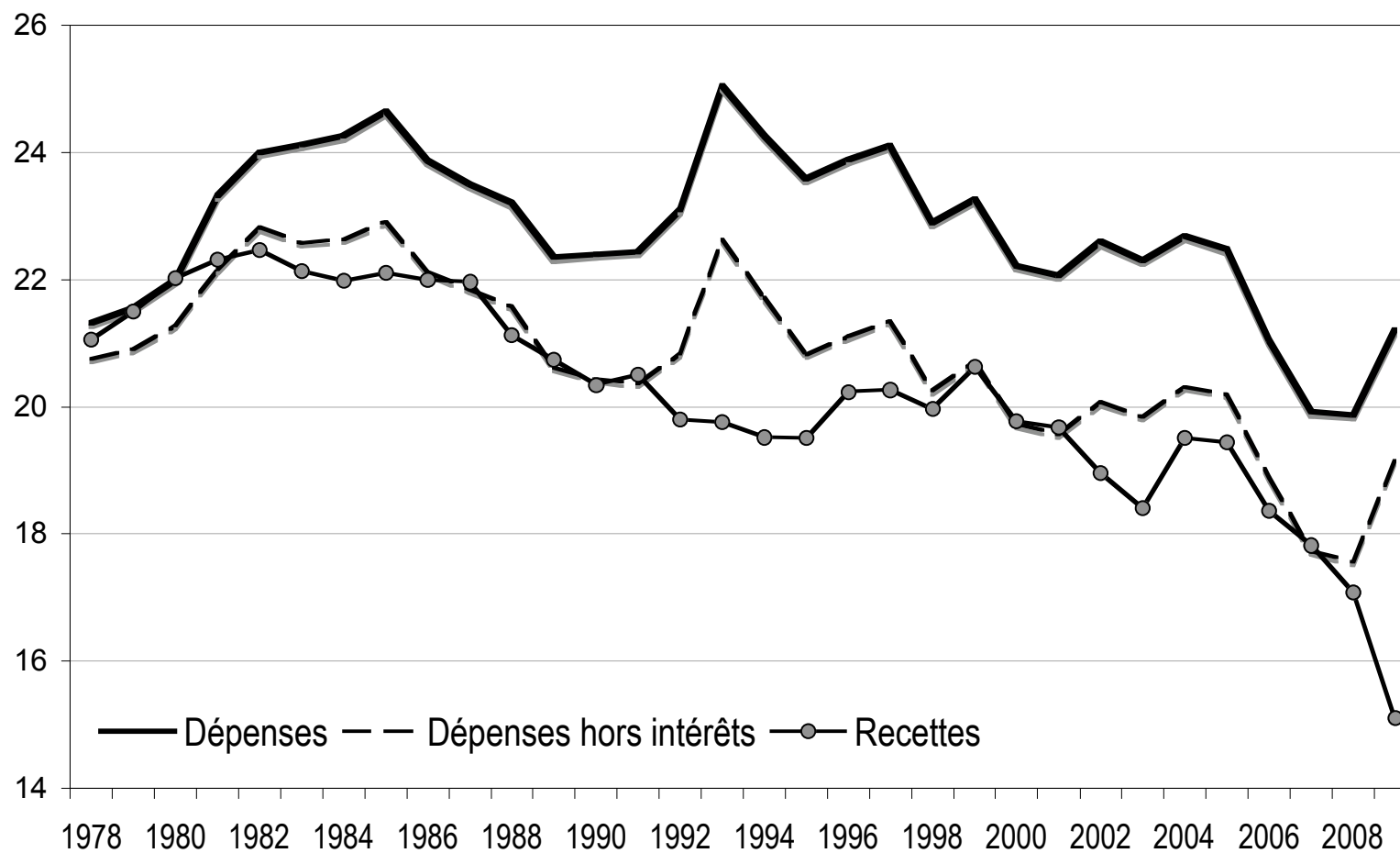
## Dette des administrations publiques au sens de Maastricht, France, 1978-2010





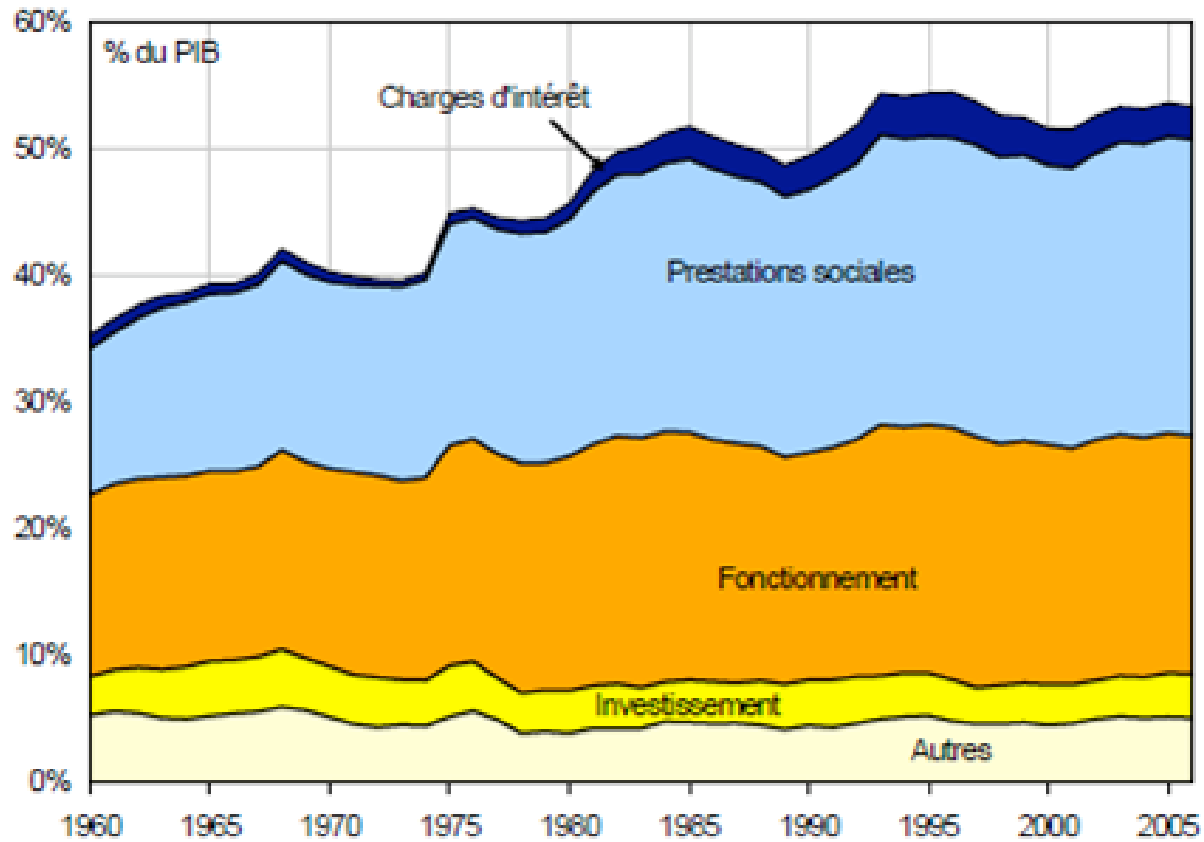
# Évolution des dépenses (totales et hors intérêts) et recettes de l'État, en % du PIB

Source : <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/documents/etudes2010/19.pdf>.



Source : *Trésor-éco*, n° 26, décembre 2007  
<http://www.tresor.economie.gouv.fr/file/326863>

**Graphique 1 : dépense publique dans le PIB**



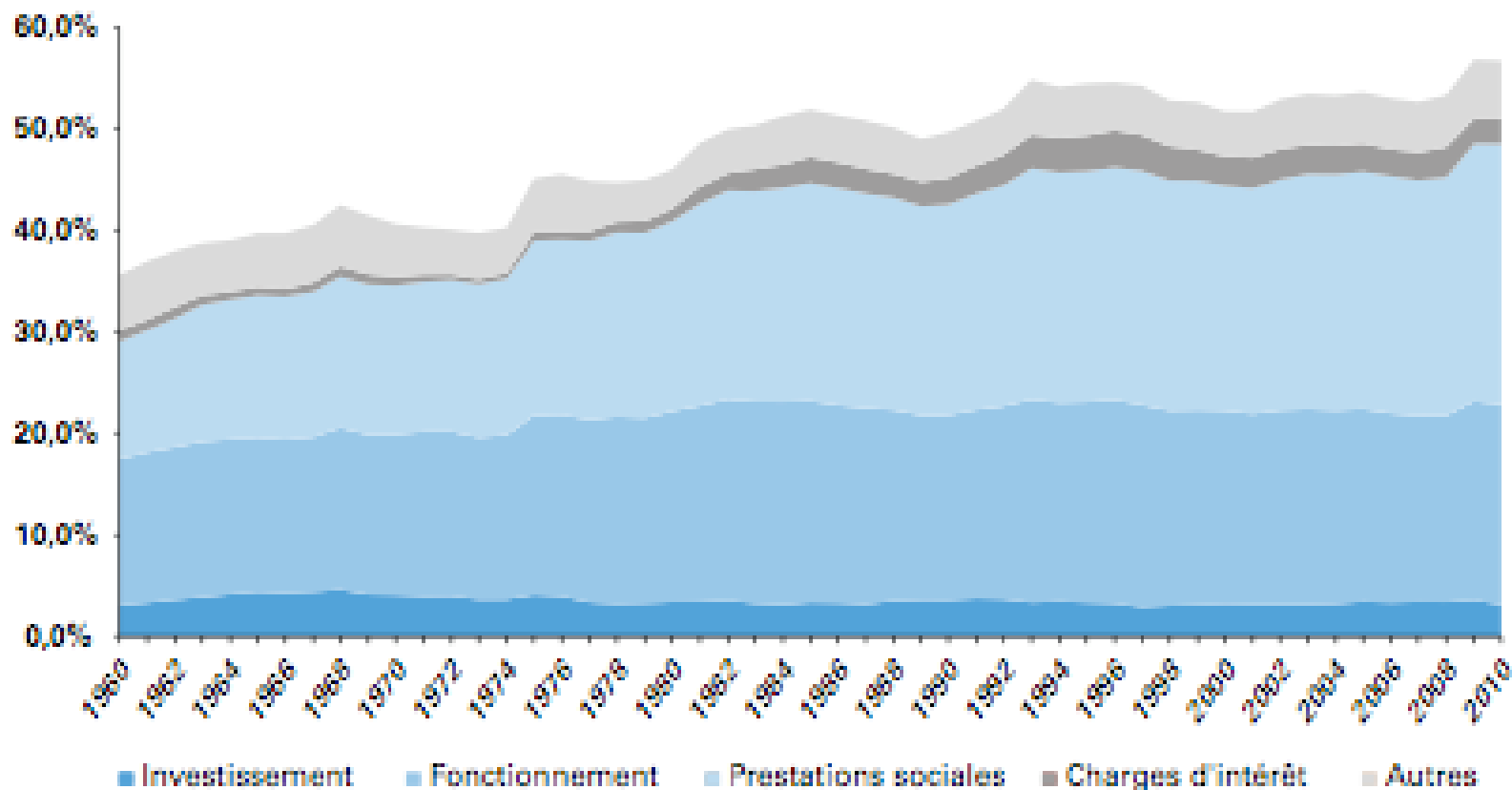
Source : INSEE.

Source : Rapport de la dépense publique 2011

[http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/fileadmin/medias/documents/ressources/PLF2012/rapport](http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/fileadmin/medias/documents/ressources/PLF2012/rapport_depense_2012.pdf)

[\\_depense\\_2012.pdf](http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/fileadmin/medias/documents/ressources/PLF2012/rapport_depense_2012.pdf)

### La dépense publique dans le PIB depuis 1960



Source : Insee, calculs DG Trésor

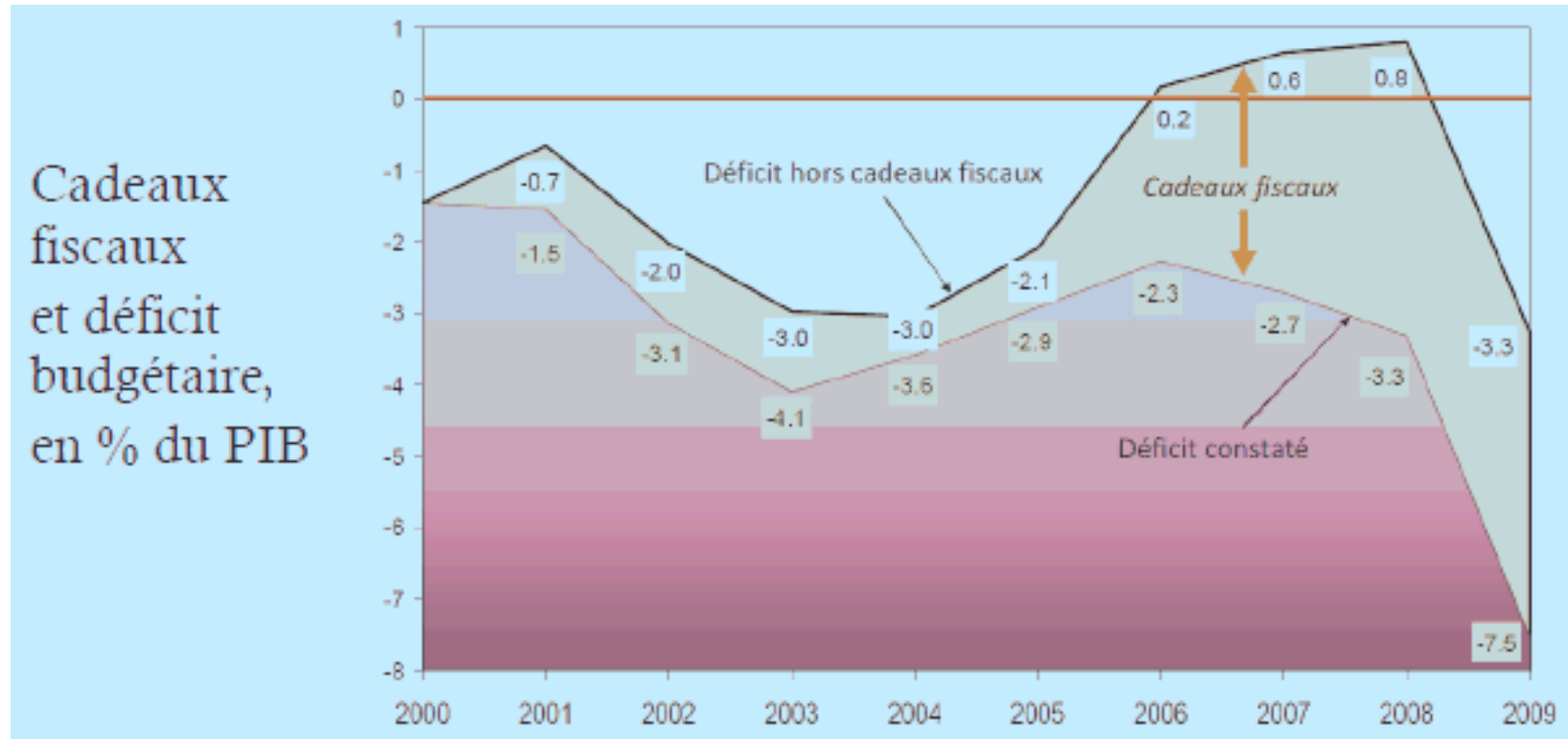
## Taux d'imposition marginal sur les revenus

<b>Pays</b>	<b>1986</b>	<b>2002</b>	<b>2007</b>
France	65 %	50 ,1 %	40 %
Allemagne	53 %	48,5 %	47,5 %
Belgique	72 %	55 %	50 %
Espagne	66 %	48 %	43 %
Italie	62 %	45,5 %	43 %
Pays-Bas	72 %	52 %	52 %
Royaume-Uni	60 %	40 %	40 %

## Taux d'imposition sur les sociétés

<b>Pays</b>	<b>1986</b>	<b>2006</b>
France	45 %	33,3 %
Allemagne	56 %	26,37 %
Belgique	45 %	39,99 %
Irlande	50 %	12,5 %
Italie	36 %	33 %
Pays-Bas	42 %	de 25,5 à 29,6 %
Royaume-Uni	35 %	de 0 à 30 %
Suède	52 %	28 %

Source : H. Wilno “ La dette publique : six questions, six réponses ”  
d’après le Rapport Carrez, Assemblée nationale, 2010



# Origine de la dette

- « En l'absence de baisses de prélèvements, la dette publique serait environ 20 points de PIB plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'est en réalité, générant ainsi une économie annuelle de charges d'intérêts de 0,5 point de PIB. » « En 10 ans, 400 Mds de recettes fiscales perdues. » **Paul Champsaur et Jean-Philippe Cotis, Rapport sur la situation des finances publiques, avril 2010.**
- « Entre 2000 et 2009, le budget général de l'État aurait perdu entre 101,2 (5,3 % de PIB) et 119,3 milliards d'euros (6,2 % de PIB) de recettes fiscales, environ les deux tiers étant dus au coût net des mesures nouvelles – les baisses d'impôts – et le tiers restant à des transferts de recettes aux autres administrations publiques – sécurité sociale et collectivités locales principalement. » **Rapport Gilles Carrez, Commission des finances de l'AN, juin 2010.**
- « La crise explique au plus 38 % du déficit, qui est surtout de nature structurelle et résulte largement de mesures discrétionnaires. » **Rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques, juin 2011.**

Union  
Solidaires  
Il est où le déficit ?

Déficit de l'État 2011  
**92**  
milliards

Déficit de la Sécurité Sociale  
**18**  
milliards

Déficit Public prévu pour 2011  
**110**  
milliards

Chaque année, le gouvernement se prive volontairement :

Niches fiscales inutiles  
66 milliards sur les 145 existants

Fraude fiscale  
45 milliards

Impôt sur le revenu  
15 milliards  
Le taux maximum est passé de 65% en 2000 à 41% en 2011  
Les plus riches paient 22%

Impôt sur la fortune  
2 milliards  
10 000 déclarent plus de 5 000 € par mois et ne paient pas d'impôts !

Exonération patronale de cotisations sociales  
30 milliards

Recettes perdus  
**158**  
milliards  
chaque année

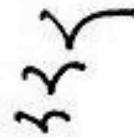
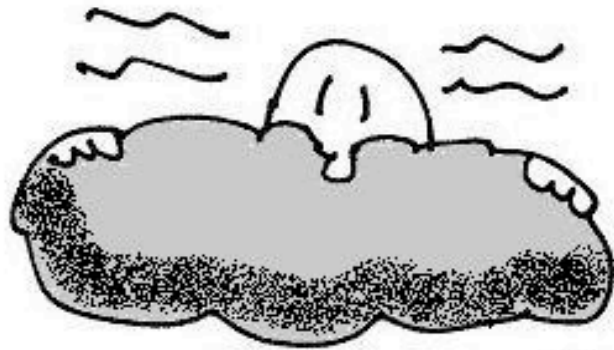
Soit non seulement de quoi combler le déficit mais aussi 48 milliards d'euros de plus pour les écoles, les hôpitaux, la culture...  
**Alors il est où le problème ?**



# Résumé

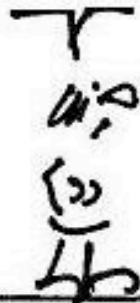
- Montée de la dette publique
- Causes :
  - Effet boule de neige
  - Baisse relative des recettes fiscales par rapport aux besoins
  - Crise financière : endossement des dettes privées
  - Plans d'austérité
- Phénomène général : Europe, USA, Japon, pays du Sud
- Recette libérale : austérité (les pauvres paient la crise, d'où engrenage de la crise)


2. L'austérité = la saignée de Molière



Mais, ma petite fille, à  
ton âge, je travaillais déjà !

Mais mamie, à ton âge je  
travaillerais encore !!



Sept. 2010 

# La stratégie de l'Union européenne...

- **Austérité budgétaire**

De 2009 à 2012, l'effort de réduction des déficits publics représenterait :

Grèce : 17 % du PIB

Espagne : 10,5 % du PIB

Irlande : 10 % du PIB

Portugal : 9,5 % du PIB

- **Pacte pour l'euro plus (Conseil européen 24-25 mars 2011)**

Renforcement du Pacte de stabilité et de croissance

Traduction dans les textes nationaux des règles européennes (règle d'or)

Semestre européen : soumission des budgets à l'accord de l'UE

Renforcement de la compétitivité par la baisse relative des salaires

- **Mécanisme européen de stabilité**

Se substituant en juin 2013 au système d'assistance financière décidé en juin 2010 pour 3 ans qui comprend le Fonds européen de stabilisation financière (FESF) et le mécanisme européen de stabilisation financière

La conditionnalité des prêts est renforcée

## ... ne vaut rien...

- L'austérité renforce la récession (- 5 à 6 % de PIB pour la Grèce en 2011)
- Zone euro : sommets des 23 et 26-27 octobre 2011
  - FESF à 1000 milliards €
  - Il garantira jusqu'à 25 % les emprunts d'État
  - Il pourra émettre des obligations pour lever des fonds qui seront reprêtés.
  - Il pourra titriser ses créances
  - Le statut de la BCE n'est pas modifié : elle ne prêtera pas aux États : ce seront toujours les marchés financiers
  - Les mêmes mécanismes qui ont mené à la crise sont perpétués : titrisation, effet de levier, CDS, garantie publique sans contrepartie exigée des banques
  - Règle d'or d'équilibre budgétaire

## ... malgré une grande cohérence

- Maastricht > TCE > PSC > Lisbonne > pacte pour l'euro > règle d'or : corseter les politiques monétaires puis les politiques budgétaires
- Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'UEM
- Mécanisme européen de stabilité
- Le G20 : Paradis fiscaux ? Contrôle des banques ? Taxation des transactions ?...

## 3. Alternatives



mobilisationsG8G20.org



# Alternatives à la finance capitaliste

- La crise du capitalisme est globale :  
la remise en cause de son modèle de développement est l'enjeu des décennies à venir
- Restructuration de la dette : euthanasie de la rente
  - Rééchelonnement
  - Dispense du paiement des intérêts
  - Annulation partielle ou totale
- Socialisation des banques, séparation des banques et création monétaire contrôlée
- Briser les marchés financiers (TTF, marchés à terme, produits dérivés, paradis fiscaux...)

# Appel pour un audit citoyen de la dette publique

[www.audit-citoyen.org](http://www.audit-citoyen.org)

Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence... Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « Nous vivons au-dessus de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias. Maintenant « il faut rembourser la dette », nous répète-t-on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France ».

Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe. Avons-nous trop dépensé pour l'école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux et sociaux depuis 20 ans ont-ils asséché les budgets ? Cette dette a-t-elle été tout entière contractée dans l'intérêt général, ou bien peut-elle être considérée en partie comme illégitime ? Qui détient ses titres et profite de l'austérité ? Pourquoi les États sont-ils obligés de s'endetter auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque centrale européenne ?

Nous refusons que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels sous influence des lobbies économiques et financiers. Nous voulons y répondre nous-mêmes dans le cadre d'un vaste débat démocratique qui décidera de notre avenir commun.

En fin de compte, ne sommes-nous plus que des jouets entre les mains des actionnaires, des spéculateurs et des créanciers, ou bien encore des citoyens, capables de délibérer ensemble de notre avenir ? Nous nous mobilisons dans nos villes, nos quartiers, nos villages, nos lieux de travail, en lançant un vaste audit citoyen de la dette publique.

Nous créons au plan national et local des collectifs pour un audit citoyen, avec nos syndicats et associations, avec des experts indépendants, avec nos collègues, nos voisins et concitoyens. Nous allons prendre en main nos affaires, pour que revive la démocratie.

# Sept points de rupture

- Répartition entre capital et travail : salaires, revenu maximum, RTT
- Réforme radicale de la fiscalité
- Augmentation des cotisations sociales pour la protection sociale
- Interdiction des mécanismes spéculatifs, séparation des banques et taxation des transactions financières
- Socialisation du secteur bancaire et contrôle de la BCE
- Audit de la dette publique et annulation de sa part illégitime
- Création monétaire pour la transition sociale et écologique

# Conclusion

- Le choix est entre faire payer la crise aux pauvres et briser le pouvoir de la finance
- Enjeu de société
  - Maîtriser la monnaie
  - Réhabilitation du crédit, de la dette, qui anticipent l'avenir
  - La diabolisation de la dette vise à nier le lien social qui passe par la transmission des dettes sociales

# Annexe : La création monétaire

- Création monétaire au cours d'une période = solde des nouveaux crédits bancaires et des remboursements
- Qui ?
  - Les banques ordinaires
  - La banque centrale en contrepartie d'une avance à l'État, d'une conversion de devises en monnaie interne (avance à l'étranger) ou d'un refinancement des banques ordinaires. Avec en débat : la BC achète des bons publics en « première main » ou sur le marché secondaire ?
  - Pour quoi faire ? Financer la production ou la spéculation ?
- Création monétaire indispensable au développement économique (Voir « Le mystère de la chambre forte » dans *Le piège de la dette publique*, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/chambre-forte.pdf> )

ATTAC

# Sortir de la crise globale

VERS UN MONDE SOLIDAIRE ET ÉCOLOGIQUE



# Le piège de la dette publique

COMMENT S'EN SORTIR



L.L.L.  
LES LIENS QUI LIBÈRENT

% attac

les  
économistes  
atterrés

changer  
d'économie !

nos propositions pour 2012

LLL LES LIENS QUI LIBÈRENT

# ALTER GOUVERNEMENT

18 ministres-  
citoyens  
pour une réelle  
alternative

Paul Ariès  
Geneviève Azam  
Marc Dufumier  
Marie Duru-Bellot  
Claude Egullion  
Jean-Baptiste Eyraud  
Susan George  
Jean-Marie Harribey  
Franck Lepoge  
Philippe Leymarie  
Laurent Mucchielli  
Aline Paillet  
Nathalie Péré-Marzano  
Fabien Piasecki  
Michel Pinçon  
Monique Pinçon-Charlot  
Clarisse Taron  
Jacques Testart

 le muscadier



ATTAC  
Fondation Copernic

# RETRAITES

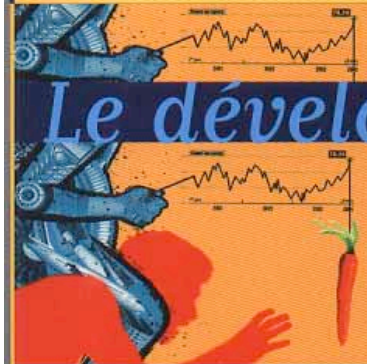
## L'HEURE DE VÉRITÉ

Jean-Marie Harribey / Pierre Khalfa / Christiane Marty (coord.)  
Pierre Concialdi / Didier Horus / Michel Husson  
Isaac Johsua / Marc Mangenot  
Patrick Morvan / Daniel Rallet



SYLÉPSE

Attac



# Le développement a-t-il un avenir ?

Pour une société  
économe et solidaire

Essai

MILLE ET UNE NUITS



Jean-Marie Harribey

## L'ÉCONOMIE ÉCONOME

*Le développement soutenable  
par la réduction du temps de travail*

 L'Harmattan  
LOGIQUES ÉCONOMIQUES



JEAN-MARIE HARRIBEY

## RACONTE-MOI LA CRISE

LE BORD DE L'EAU  
*éditions*